

Le cash comme rempart de la liberté

VOTATION DU 8 MARS Dirigé par Richard Koller, le Mouvement suisse pour la liberté, qui s'était fait connaître lors de l'initiative contre l'obligation vaccinale, propose de sanctuariser nos billets de banque et pièces de monnaie

FANNY SCUDERI, BERNE

La campagne politique est inhabituellement calme. A tel point qu'aucune recette n'a été budgétisée, ni pour l'initiative du Mouvement suisse pour la liberté (MLS), ni pour le contre-projet. Selon les sondages, les Suisses adhèreraient aux deux textes. Derrière cette sérénité se joue un débat fondamental pour Richard Koller, chef du MLS, qui veut faire de l'argent liquide un rempart de la liberté.

Quatre écrans sur son bureau, des machines de sport derrière lui: à Bätterkinden, dans la campagne bernoise, Richard Koller a installé le centre de son mouvement à côté de son domicile. Il s'est déjà fait connaître en 2024 lors du vote sur l'initiative contre l'obligation vaccinale. Elle a été rejetée.

L'argent, le vrai

C'est toujours au nom de la liberté qu'il a lancé sa proposition pour l'argent liquide. Les textes du MLS mettent en garde contre un Etat qui se veut de plus en plus contrôlant. Craint-il d'être épié via ses transactions?

«Je n'ai pas peur. Mais si nous ne disposons plus que d'argent numérique, il est probable que nous soyons davantage contrôlés. L'Etat ou ceux qui détiennent l'accès à nos comptes auraient, par exemple en cas de protestations, la possibilité de bloquer nos comptes bancaires», répond le militant, cheveux blancs relevés en queue de cheval. Il tapote contre son pantalon: «Les banques, les cartes sont des interfaces. Le seul argent qui nous appartient vraiment, c'est celui que l'on a dans la poche. L'argent liquide garantit la liberté.» Avec son initiative, c'est ce dernier qu'il veut protéger.

Il n'est pas «contre», dit-il, les moyens de paiement numérique, «mais il faut pouvoir choisir en toute liberté». Son métier d'informaticien lui donne la capacité de «voir la technologie de manière plus claire» que les citoyens lambda, estime-t-il. «Nos données en ligne sont vendues pour du marketing. Ceux



Si nous ne disposons plus que d'argent numérique, Richard Koller redoute que nous soyons davantage contrôlés: «L'Etat ou ceux qui détiennent l'accès à nos comptes bancaires auraient, par exemple en cas de protestations, la possibilité de les bloquer.» (BÄTTERKINDEN, 4 FÉVRIER 2026/CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)

qui contrôlent les données des autres ont le moyen de se faire beaucoup d'argent.» Il réfute l'accusation de jouer les Cassandre: «Je dis juste à la population: soyez vigilants. Ce ne sont pas des dystopies.»

Le coronavirus comme détonateur

La crise du Covid-19 a été un tournant dans le déclin du cash, selon lui. Il accuse les sociétés de cartes de crédit d'avoir alors affirmé que le virus se transmettait par les billets. Craignant que la population se détourne alors de l'argent liquide, il entreprend de lancer l'initiative en 2021.

Il a aussi dans son viseur la Better Than Cash Alliance. Ce partenariat de gouvernements, d'entreprises et d'organisations promeut la transition vers les paiements numériques «de manière responsable». Pour Richard Koller, la participation de la Suisse à ce réseau prouve l'incohérence du Conseil fédéral:

«Le seul argent qui nous appartient vraiment, c'est celui que l'on a dans la poche. L'argent liquide garantit la liberté»

«Il dit vouloir protéger l'argent liquide dans son contre-projet mais encourage son remplacement à l'échelle internationale!»

Le contre-projet l'agace. Les initiateurs le jugent imprécis. «En utilisant le terme de «numéraire», le texte du Conseil fédéral laisse la porte ouverte à la disparition des espèces, car ce terme peut inclure un franc numérique», estime-t-il. L'initiative préfère les termes «pièces de monnaie et billets de banque» pour qualifier l'argent liquide.

Il met en garde contre un deuxième élément: le Conseil fédéral écrit que «la monnaie suisse est le franc». «Ce n'est pas correct. La monnaie est le franc suisse, insiste-t-il. En Afrique, il y a de nombreux francs...»

Sur l'étagère derrière lui, le livre *Das Bargeld Komplott* est exposé. Il dénonce le déclin programmé du liquide, et dépeint «une société privée de liberté, contrôlée et manipulée», selon le site Ex-libris.

Que répond Richard Koller à ceux qui estiment que son mouvement est complotiste? Il balaie l'étiquette. «Nous n'avons jamais organisé de manifestations. Nous suivons la voie démocratique et voulons prévenir des dangers.»

Réformer tout un système politique

Le combat pour le liquide n'est qu'un volet de son engagement. Lorsque Richard Koller signe un courriel, on lit sous son nom

l'inscription «*Schweiz-macher*» («fabricant de la Suisse» en français, mais Richard Koller préfère «*Vision Suisse*»). Cette association veut «façonner une nouvelle Suisse qui prend davantage soin des personnes socialement fragiles» et réformer le système politique.

«En 1962, observe-t-il, un conseiller national représentait 25 000 personnes. Aujourd'hui, c'est 47 000. Presque le double. Les gens doivent être mieux représentés.»

Il sait de quoi il parle: lui-même brigue un siège aux élections législatives bernoises. Celui qui a été proche des Vert-e-s avant de s'en éloigner, puis exclu de l'UDC pour avoir lancé une initiative concurrente contre la libre circulation, refuse désormais toute étiquette idéologique.

Mais à ce stade, seules deux formations, tout à la droite de l'échiquier politique, soutiennent son initiative: l'UDC et l'Union démocratique fédérale. ■